



Réponse de Free SAS à la consultation publique sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique initiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

27 juillet 2007 – 5 octobre 2007

« Ne repousse pas la demande d'un ennemi qui est dans le besoin » – Epicure

L'équipement de la France en réseaux très haut débit fibre optique jusque dans les foyers (FTTH) est un sujet fondamental pour la compétitivité nationale.

Aujourd'hui, grâce notamment à des modalités opérationnelles et tarifaires adaptées qui ont permis l'essor de la concurrence, le haut débit est devenu en l'espace d'un quinquennat une réalité pour plus de la moitié des Français avec une croissance soutenue. Mais la technologie DSL, qui fournit plus de 95% des abonnés haut débit, atteint désormais ses limites en termes de débits apportés tandis que les besoins des foyers continuent à croître.

Le développement de nouveaux usages conduisant les abonnés finals à générer de plus en plus de trafic de façon de moins en moins asymétrique fait ressortir un besoin de plus en plus affirmé de liaisons symétriques à très haut débit qui ne pourra être pleinement satisfait que par le passage à un support optique. Ce support, en mesure de répondre efficacement aux besoins sur plusieurs décennies grâce à son formidable potentiel et son insensibilité aux interférences électromagnétiques¹, est appelé à remplacer à terme les technologies traditionnelles.

Un facteur clé de succès de ce type de déploiements réside dans une mutualisation effective, parce qu'efficace pour l'ensemble des acteurs concernés (abonnés finals, gestionnaires immobiliers, opérateurs, collectivités locales...) de l'accès à l'abonné.

A cet égard, Free tient à rappeler son attachement à ce que tout réseau d'accès puisse être efficacement mutualisé afin d'apporter aux consommateurs un éventail de choix le plus large possible en termes d'offres innovantes et compétitives. Free entend jouer un rôle moteur sur ce sujet comme en témoigne son engagement, pris dès le lancement de son plan de déploiement à la rentrée 2006, d'ouvrir son réseau à un niveau pertinent à tout opérateur souhaitant y accéder.

A ce titre, Free remercie vivement l'Autorité de l'opportunité qui lui est donnée de s'exprimer sur les orientations à prendre pour capitaliser l'expérience rencontrée sur le haut débit et contribuer au final à maintenir dans le très haut débit la place que la France a su gagner sur le haut débit.

¹ En effet, sur un support cuivre qui constitue par essence un paratonnerre à interférences électromagnétiques (bruits impulsifs générés par des équipements domestiques, des machineries d'ascenseurs, des enseignes lumineuses, éclairage public...), plus les débits proposés sont élevés, plus les accès des abonnés sont alors sensibles à ces interférences qui se traduisent alors par des dégradations de qualité de service : débit amené à diminuer, gels d'images, perte du service TV..

B – PROBLEMATIQUES CONNEXES A LA MUTUALISATION DES RESEAUX DE FIBRE OPTIQUE

Le développement de la technologie d'accès en fibre optique sur le marché de masse fait face à deux points critiques intimement liés :

- le tirage de câbles optiques dans le domaine public, qu'il soit routier ou non routier. Si les opérateurs nouveaux entrants bénéficient de droits sur le domaine public, il convient cependant de relever qu'ils ne disposent pas d'un parc de conduites existantes établies dans le domaine public dans lesquelles ils pourraient rapidement tirer des câbles, contrairement aux opérateurs historiques de la boucle locale cuivre et du câble ;
- l'établissement du branchement d'abonné en domaine privé : dans ce cadre, les opérateurs ne bénéficient pas *a priori* de droits sur le domaine privé, chaque propriétaire d'immeuble étant libre d'accorder de manière discrétionnaire à un opérateur l'autorisation d'effectuer le branchement d'abonnés dans les parties communes des immeubles. Si rien n'interdit cependant à un gestionnaire d'accorder des autorisations à plusieurs opérateurs, il ne paraît effectivement pas raisonnable que chaque opérateur de boucle locale optique dispose dans chaque immeuble et dans chaque logement d'un câblage et d'une prise optique dédiés.

Free, qui constate que l'Autorité a choisi de solliciter le secteur sur ces deux aspects au moyen de deux consultations publiques distinctes, exprime le souhait que ces deux problématiques fassent néanmoins l'objet d'une approche globale dans le cadre de toute forme de régulation qui pourrait y être apportée. En effet, une approche distincte ne peut que conduire à favoriser tout opérateur disposant de ressources de génie civil lui permettant d'adducter dès aujourd'hui l'ensemble des immeubles existants.

LES RESEAUX CUIVRE ET COAXIAUX

Q.1 : Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?

A ce stade et compte tenu de l'état des techniques, il ne semble pas opportun dans le cadre d'un marché de masse d'envisager des déploiements FTTH se traduisant par l'installation dans chaque immeuble concerné d'équipements actifs afin de pouvoir réutiliser sur les derniers mètres la desserte cuivre existante.

Confirmée par l'expérience de Free et d'autres opérateurs intervenant sur le marché DSL régulièrement confrontés à cette problématique dans les immeubles construits après 1974 pour lesquels le câblage interne est du ressort de la copropriété, l'injection d'un signal sur la partie terminale du réseau téléphonique pose de graves problèmes d'interférences avec les signaux des accès DSL existants.

LES GAINES ET GOULOTTES

Q.2 : La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?

Les observations de Free sur le terrain corroborent l'analyse établissant que, dans une majorité d'immeubles, il est en effet possible de réutiliser les colonnes montantes existantes qui d'ailleurs font coexister câbles téléphoniques, câbles interphones et câble coaxial TV. En revanche, les

ressources disponibles au niveau des étages concernant le cheminement entre la colonne montante et les locaux à desservir restent plus limitées et nécessitent le plus souvent la pose de nouvelles goulottes ou passages dédiés, à l'instar de ce qui a été pratiqué pour le câble.

Par ailleurs, Free ne comprend pas la position d'EDF qui estime que la réutilisation des colonnes montantes électriques existantes n'a pas lieu d'être : si une telle approche peut se justifier en matière de courants forts et courants faibles (téléphone, ADSL, interphone, portier...), pour lesquels les normes existantes imposent en effet des passages dans des conduites séparées, en revanche rien ne semble motiver une telle opposition dans la mesure où un support optique est neutre en ne conduisant aucun courant et par voie de conséquence ne générant ni interférence électromagnétique, ni risque d'incendie.

C'est pourquoi il semble souhaitable que les pouvoirs publics se saisissent de cette question pour clarifier le cadre existant dès lors que toutes les garanties de non-interférences sont apportées. Au demeurant, Free constate que cette problématique de réutilisation des infrastructures existantes figurait au rang des points d'action identifiés par le Gouvernement dans le cadre du plan d'action en faveur du très haut débit annoncé à l'automne 2006².

L'ACCES AUX IMMEUBLES

Q.3 : Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?
--

La question de l'accès aux immeubles est essentielle à tout point de vue : établissement du réseau, exploitation et maintenance. C'est un des deux principaux éléments critiques auxquels se heurtent les opérateurs nouvel entrants, à côté de l'accès aux infrastructures de génie civil existantes qui fait l'objet d'une consultation spécifique de la part de l'Autorité.

En effet, l'environnement réglementaire actuel n'est pas de nature à favoriser les déploiements de réseaux de boucle locale optique dans la mesure où les opérateurs ne sont pas dans la situation dont ont pu bénéficier l'Administration, qui disposait d'un droit d'accès aux parties privatives des immeubles, et le câble dont les déploiements ont été rendus possibles au moyen d'un cadre réglementaire adapté.

Pour ce qui est de l'établissement, exploitation et maintenance, Free estime à l'instar de l'Autorité qu'il peut sembler prématuré de confier ces prestations à des tiers (promoteurs, gestionnaires d'immeubles, collectivités...) dans la mesure où les normes techniques ne sont pas encore stabilisées. Afin d'éviter toute hétérogénéité en termes d'ingénierie de production, d'identification des accès et systèmes d'informations associés, il apparaît nécessaire à ce stade que cette prestation reste du ressort exclusif des opérateurs, notamment au regard des problématiques inhérentes aux processus de commandes, de maintenance et de désignation des accès au moyen de Systèmes d'Information harmonisés.

Pour autant, en l'absence d'évolution du cadre réglementaire actuel, les opérateurs restent bloqués dans leurs déploiements tant qu'ils n'obtiennent pas une décision favorable en ce sens de l'assemblée générale des copropriétaires, qui est une procédure pour le moins complexe en ce sens qu'elle nécessite un vote dans les conditions fixées par l'article 25 de la Loi du 10 juillet 1965 sur les copropriétés. A cet égard, il peut sembler pertinent d'envisager un assouplissement de ces règles strictes pour faire relever cette question du régime de base posé par l'article 24 dans la mesure où ces déploiements n'impliquent pas un changement de destination des parties communes et ne sont pas à la charge de la copropriété.

² Cf. <http://www.industrie.gouv.fr/portail/secteurs/planTHD.pdf> mesure 5

Toutefois, lorsqu'une décision en ce sens est valablement accordée, elle ne résout pas pour autant la question de l'accès à l'immeuble. En effet, les fermetures ou contrôles d'accès (interphones, digicodes ou autres dispositifs) se multiplient, sans que les copropriétés ou les gestionnaires d'immeubles ne mesurent toujours leur impact sur les services fournis aux résidents. C'est ainsi que dans le cadre du dégroupage de la boucle locale cuivre, ces difficultés d'accès aux installations communes des immeubles, voire aux immeubles eux-mêmes, sont de nature à induire des délais supplémentaires en matière de maintenance et rétablissement d'accès.

Pour toutes ces raisons, Free estime indispensable à terme une évolution du cadre réglementaire, pour replacer les opérateurs dans les mêmes conditions qui ont permis l'équipement massif du pays, aussi bien pour le neuf que pour l'ancien, en lignes de téléphone. Une obligation à la charge des promoteurs de pourvoir chaque immeuble en gaines ou passages nécessaires à la connexion de chaque logement à un réseau fibre optique, assortie pour le parc ancien à un droit d'accès aux parties privatives (valable également pour la maintenance et l'exploitation) dès lors que les frais sont à la charge exclusive des opérateurs, constituerait une réponse raisonnable et proportionnée.

Au demeurant, Free observe que les dispositions du Code de l'urbanisme³ établissent que toute personne qui sollicite une autorisation de construire ou lotir peut se voir imposée, en tant que de besoin, l'obligation de prévoir les installations destinées à accueillir les réseaux de communications électroniques permettant de desservir la ou les parcelles concernées par l'opération.

Une telle évolution pourrait prendre la forme de dispositions appropriées venant compléter celles existantes tant dans le Code des postes et communications électroniques que dans le Code de la construction et de l'habitation, à l'instar de l'obligation instaurée par la loi du 5 mars 2007 à la charge des promoteurs visant à pourvoir l'immeuble de gaines nécessaires à la réception par tous réseaux de communications électroniques des chaînes de la TNT.

La situation particulière du parc nécessitant un traitement distinct, il conviendrait alors de prendre deux séries de mesures appropriées : concernant le neuf, les dispositions actuelles des articles R.111-14 du Code de la construction et de l'habitation et D.407-1 du Code des postes et communications électroniques pourraient faire l'objet de modification visant à garantir à ce que tout immeuble soit pourvu des gaines techniques ou passages nécessaires à la desserte de chacun des logements par tous réseaux de communications électroniques ; concernant l'ancien, et d'une manière générale pour garantir à tout abonné final un droit d'accès au réseau de son choix en mesure d'atteindre son immeuble, il pourrait être pertinent d'instaurer une obligation à la charge des propriétaires d'immeubles de faire droit à toute demande d'accès d'opérateur devant raccorder un occupant dès lors que le réseau est déployé aux frais exclusifs de l'opérateur et ne fait pas obstacle la mutualisation entre plusieurs opérateurs.

De telles orientations apparaissent efficaces et proportionnées dans la mesure où elles visent à garantir à tout abonné dans une zone éligible l'accès effectif à un réseau de boucle locale optique tout en minimisant les contraintes pour les gestionnaires d'immeubles.

C – LES OPTIONS DE MUTUALISATION

OPTION 1 : PIED D'IMMEUBLE

Q.4 : La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une obligation pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'elle telle modalité de mutualisation soit effective ? Quels sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?

³ Cf. article L. 332-15 du Code de l'Urbanisme

Si elle peut avoir du sens pour un opérateur disposant déjà de ressources lui permettant d'adducter la quasi-totalité des immeubles d'une zone donnée, il ne semble pas en revanche acquis que la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble soit l'option à privilégier à terme en tant qu'obligation nominale au regard des objectifs assignés par les pouvoirs publics.

Un facteur essentiel de respect de ces objectifs ambitieux réside dans l'effectivité et l'intensité de la concurrence sur le marché de détail des offres basées sur des technologies fibre optique. Si la concurrence ne se décreète pas, en revanche il convient de s'assurer de tout mettre en œuvre pour ne pas en entraver son essor par des modalités de mutualisations qui s'avéreraient dissuasives car inefficaces et particulièrement coûteuses à large échelle.

Dans cette perspective, la mutualisation en pied d'immeuble ne saurait être considérée comme la plus à même de permettre un véritable essor d'offres concurrentes : elle débouche avant tout sur des investissements inutiles parce que redondants. En effet, un tel mode opératoire nécessite pour un opérateur nouvel entrant d'aller desservir individuellement chaque parcelle au risque de provoquer ou d'être confronté à des saturations des ressources de génie civil et d'adduction.

Une telle option suppose donc que les opérateurs tiers raccordent au moyen d'infrastructures existantes ou à poser. Si la possibilité de recourir à des infrastructures existantes pour le tirage de câbles optique jusqu'aux bâtiments change considérablement l'équation économique en ce sens qu'elle évite aux opérateurs tiers des coûts considérables de génie civil⁴, la problématique de l'adduction effective des immeubles concernés demeure.

Bien que ce sujet fasse l'objet d'une consultation spécifique de la part de l'Autorité en ce sens qu'elle est connexe à la question de la situation concurrentielle des fourreaux, il convient de souligner que les autres réseaux pénétrants (eau, gaz, électricité...) ne sont pas substituables à l'exception éventuelle des galeries visitables des réseaux d'assainissement Parisiens, et dans une moindre mesure Lyonnais et Marseillais. Ces galeries, notamment sur Paris, permettent à un opérateur de pouvoir quadriller l'espace urbain en raccordant chaque immeuble. Néanmoins, cette alternative reste limitée en pratique qu'à Paris et la question essentielle du raccordement effectif des immeubles demeure pour le reste du territoire.

En effet, le segment de l'adduction, c'est-à-dire le raccordement d'un immeuble au réseau de desserte, est le plus faiblement dimensionné des éléments de génie civil en ce sens que les risques de saturation peuvent bloquer tout projet de raccordement. Dans le cas où le segment de l'adduction serait saturé, les opérateurs tiers devraient alors mener des travaux lourds pour pouvoir pénétrer dans l'immeuble en vue de se raccorder au réseau interne. Outre l'obstacle économique, il y a également de grandes chances pour que la copropriété ne donne pas toujours son accord indispensable à ces travaux compte tenu des nuisances provoquées.

On le voit bien, si les questions de densité urbaine ou de coût d'accès au génie civil restent bien entendu déterminantes pour qualifier l'intérêt de cette option de mutualisation, la problématique de l'accès aux immeubles est de loin la condition essentielle pour s'assurer de l'effectivité en pratique d'une telle option de mutualisation.

Or compte tenu des difficultés d'accès, avérées, aux immeubles et en l'absence de tout droit d'accès en ce sens à l'instar de ce dont ont pu bénéficier en leur temps l'Administration ou les réseaux câblés TV, de tels déploiements considérables en amont de l'abonné final risquent de limiter drastiquement l'accès effectif des résidents aux offres fibre optique. Les acteurs de l'immobilier ont en effet clairement exprimé⁵ leur réticence à autoriser l'accès à l'immeuble à tous les opérateurs et leurs sous-traitants, en soulignant que la tendance actuelle conduit à la

⁴ Les différentes études menées établissent que les coûts de génie civil peuvent représenter jusqu'à 80% du coût total d'un opérateur engagé dans un déploiement de réseau de boucle locale optique dans l'hypothèse où il n'aurait d'autres choix que d'effectuer de nouveaux travaux de génie civil

⁵ Cf. propos du directeur juridique de la FNAIM recueillis en p.18 du n°56 de la « Lettre de l'Autorité » daté de mai/juin/juillet/août 2007

fermeture systématique des immeubles avec le remplacement généralisé des gardiens et concierges pas des dispositifs d'accès sécurisés.

A cet égard, les conditions opérationnelles dans lesquelles a pu se développer le dégroupage de la boucle locale cuivre, qui de l'avis général a servi de catalyseur au formidable succès Français en matière de haut débit (offres innovantes et compétitives...), apportent un éclairage plus que pertinent : les experts s'accordent à penser que le haut débit n'aurait pas rencontré le succès que l'on connaît s'il avait fallu pour cela que chaque opérateur dégroupé aille installer un équipement d'accès dans chaque immeuble après l'avoir individuellement raccordé.

En second lieu, la mutualisation en pied d'immeuble soulève également toute une série de questions d'ordre opérationnel : afin de disposer d'un référentiel réseau homogène de nature à optimiser les interventions et les coûts de déploiement, il apparaît essentiel dans ce cas de figure que cet équipement ainsi que la partie terminale du réseau reste la propriété de l'opérateur, ou tout du moins que l'exploitation et la maintenance soit de son seul ressort. Il ne semble pas acquis en effet que le fait de confier cette prestation à des tiers constitue une réponse appropriée à terme dans la mesure où elle induira nécessairement une certaine hétérogénéité au niveau des référentiels réseau et modes d'exploitation, source de coûts supplémentaires qui se traduiraient *in fine* sur la facture des abonnés finals.

Pour toutes ces raisons, Free estime que le point de mutualisation nominal de la partie terminale des réseaux de boucle locale optique devra être celui qui est le plus efficace pour les opérateurs en leur permettant de répondre dans de bonnes conditions aux demandes de raccordement tout en s'affranchissant des contraintes liées à l'accès aux immeubles. A ce titre, les contraintes d'exploitation inhérentes au pied d'immeuble ne sont pas de nature à considérer cette option comme la plus pertinente à terme en tant que mode de mutualisation à privilégier.

En tout état de cause, si jamais elle venait à être privilégiée par tout opérateur qui serait pas en mesure de proposer une continuité optique directe de l'accès à l'abonné au niveau du NRO, une telle option devrait nécessairement s'accompagner d'une obligation de desserte surnuméraire de chaque local de l'immeuble sur la base d'une paire par local en complément d'une obligation de desserte surnuméraire de l'immeuble.

OPTION 2 : CO-INVESTISSEMENT

Q.5 : A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?

Au-delà des problématiques d'ordre concurrentiel qu'elle peut induire, une telle option peut apparaître séduisante compte tenu des synergies qu'elle peut dégager de nature à favoriser, voire amplifier, les déploiements de boucle locale optique.

Elle apparaît en outre comme le prolongement logique des relations entre opérateurs : en effet, pour ce qui est des déploiements au niveau national, puis régional voire départemental et local, les principaux opérateurs alternatifs ont été naturellement amenés à mutualiser leurs investissements, selon des modalités librement déterminées. Au niveau départemental ou local, ce mode opératoire, couplé le cas échéant au recours aux infrastructures d'initiative publique, a contribué à un niveau déterminant au déploiement du dégroupage en zones moins denses permettant de renforcer l'attractivité des territoires concernés dans la mesure où il est établi que l'intensité concurrentielle dans une zone influe directement sur le taux de pénétration du haut débit.

C'est pourquoi Free n'exprime aucune objection de principe à une telle option, qui néanmoins reste dépendante de plusieurs conditions pour être efficace et compatible avec les règles en vigueur de concurrence.



En premier lieu, une telle option n'a de sens que si elle associe le plus grand nombre d'acteurs représentatifs afin de créer un effet d'entraînement positif pour le reste du marché.

Un élément qui pourrait contribuer à une représentativité la plus étendue au possible consisterait alors à ne pas se limiter qu'aux seuls opérateurs, mais à associer tout acteur à même d'apporter son expertise : acteurs du monde de la construction, collectivités locales, investisseurs institutionnels tels que la Caisse des Dépôts et Consignations. Comme l'évoque l'Autorité dans son document de consultation, l'éventail des possibilités reste assez varié en matière d'accords de co-investissements, allant de l'accord se cantonnant à la prise en charge de travaux de construction sur une zone donnée jusqu'à la création d'une société commune à l'échelle nationale.

Cette dernière possibilité recueille la préférence de Free dans la mesure où elle semble apporter les garanties de non discrimination les plus étendues tout en permettant le cas échéant des possibilités de filialisation au niveau local afin de pouvoir notamment associer des partenaires locaux.

En second lieu, une telle option ne peut être réellement efficace que si elle revient à dégager les synergies nécessaires en matière de déploiement et d'accès aux immeubles, tout en permettant à chaque opérateur de pouvoir répliquer sa propre offre tant d'un point de vue commercial et tarifaire que technique et opérationnel. C'est pourquoi il apparaît essentiel qu'une telle option ne conduise pas à privilégier une architecture qui dans la pratique reviendrait à exclure d'autres architectures ou imposer des contraintes d'exploitations excessives. En particulier, il apparaît essentiel qu'une telle option ne se limite pas qu'au seul câblage interne des immeubles, mais englobe l'ensemble de la partie terminale, allant de l'abonné jusqu'au point de concentration pertinent au niveau local.

Parce qu'elle répond à un objectif d'intérêt général, débouchant sur la mise en place d'un réseau d'accès à l'abonné, passif et qui sera effectivement mutualisé entre tout opérateur ou fournisseur de services ayant investi dans un tel projet, et mis à disposition de tout opérateur ou fournisseur de services tiers dans des conditions transparentes, objectives et non discriminatoires, une telle option associant des acteurs au-delà des opérateurs serait de nature à concilier les impératifs d'efficacité en matière de déploiement et de prohibition de toute restriction de concurrence.

OPTION 3 : DEGROUPEMENT

A titre liminaire, Free ne partage pas pleinement l'analyse de l'Autorité qui estime que seules les options 1 et 2 peuvent organiser une concurrence par les infrastructures. A la lumière de l'expérience tirée du dégroupage de la boucle locale cuivre, il convient en effet de nuancer cette appréciation. C'est ainsi qu'un réseau d'accès passif en technologie Point-à-Point participe pleinement à l'objectif de concurrence par les infrastructures dès lors que la mutualisation est assurée à un niveau suffisamment pertinent pour optimiser les investissements nécessaires en maximisant la zone adressable.

L'option 1 en pied d'immeuble n'est ni plus ni moins que du dégroupage, en ce sens qu'il débouche sur la mise à disposition d'un accès passif à l'abonné final, assuré non pas en amont dans le réseau comme avec le NRO, mais très en aval.

Q.6 : Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ? Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?

Comme le relève l'Autorité dans son document de consultation, les opérateurs ont opté à ce jour pour des technologies différentes : c'est ainsi que France Télécom et Numericable ont retenu une technologie différente du point-à-point déployé notamment par Free au regard de leur objectif de réutilisation des ressources existantes afin de minimiser les besoins de nouveaux travaux.

Dès lors, le dégroupage de la partie terminale d'un réseau de boucle locale optique reposant sur une topologie de type PON ne pourrait avoir lieu qu'en aval du dernier coupleur, en pratique le pied d'immeuble, ce qui reviendrait inmanquablement à se heurter de nouveau aux obstacles inhérents à la desserte et l'accès à chaque immeuble sur la zone considérée.

Par conséquent, en l'absence de dégroupage possible au niveau du NRO, la mise à disposition de fibres surnuméraires au niveau du NRO entre ce dernier et l'immeuble ciblé contribuerait à atténuer, sans totalement y remédier, les problématiques évoquées. A cet égard, Free relève que la Commission Européenne s'est récemment exprimée, dans le cadre de la mise à jour de sa recommandation sur les marchés pertinents, en faveur d'une obligation d'accès aux infrastructures de génie civil des opérateurs dominants, telles que les fourreaux ou les câbles existants.

In fine, une obligation de pose de fibres surnuméraires constituerait un remède approprié, car proportionné et incitatif, à toute impossibilité d'accès aux infrastructures de génie civil d'un opérateur ayant opté pour une architecture de type PON.

Q.7 : Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptibles de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretierage, l'hébergement des têtes de câbles, les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie.

Par rapport au dégroupage au NRA de la boucle locale cuivre, reposant sur une architecture point-à-point, il ne semble pas établi que le dégroupage de la boucle locale optique au NRO s'accompagne de nouvelles sujétions profondément différentes de celles auxquelles ont été habitués les opérateurs.

En effet, l'opération de dégroupage en elle-même, qu'elle porte sur un accès cuivre ou sur un accès optique, nécessite une intervention manuelle consistant à poser une jarretière entre deux connecteurs pour abouter l'accès de l'abonné opéré par l'opérateur de boucle locale sur le réseau de l'opérateur tiers. Le passage du cuivre à la fibre ne fera pas disparaître cette prestation dont les modalités de mise en œuvre pour le dégroupage d'un accès optique seront similaires au cuivre.

Dans cette perspective, compte tenu du contexte (raréfaction des surfaces disponibles adaptées à des besoins industriels...) régissant les déploiements d'opérateurs nouveaux entrants, le dégroupage au NRO nécessite *a minima* pour être effectif que l'opérateur de boucle locale optique soit en mesure d'assurer dans des conditions raisonnables l'hébergement d'équipements passifs, tels qu'un répartiteur de renvoi et/ou des têtes de câble correspondant à un volume suffisant d'accès renvoyés.

Pour le reste, à savoir l'hébergement d'équipements actifs, une telle prestation suscite à ce stade des questions complexes en termes de besoins énergétiques, de dissipation de chaleur, de sécurisation des équipements... Par conséquent elle ne doit être envisagée qu'à titre optionnel dès lors qu'il est établi que l'opérateur de boucle locale optique dispose des capacités existantes pour satisfaire une telle demande sans charge excessive.

OPTION 4 : BITSTREAM

Q.8 : A quelles conditions une offre de type *bitstream* vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elles d'envisager une telle offre ?

Une offre de type « *Bitstream* » ne semble pas la plus efficace pour contribuer à une mutualisation efficace de la partie terminale des réseaux de boucle locale optique.

L'exemple du Bitstream DSL montre effectivement qu'une telle option n'est pas sans poser des problèmes d'ordre technique, opérationnel et tarifaire, et qu'*in fine* les offres de détail basées sur une telle solution restent en retrait par rapport aux offres pour lesquelles les opérateurs disposent de la maîtrise des équipements d'extrémité (modem ADSL & DSLAM). Parce qu'elles reviennent à mutualiser un débit partagé entre plusieurs abonnés sur une plaque donnée, les offres de type « bitstream » conduisent inévitablement, au regard de la hausse continue de la charge de trafic, à des problématiques de congestion sur les zones denses, amenant les opérateurs à mettre en place des mécanismes d'optimisation des flux de trafic.

A la lumière des retours d'expérience de certains pays historiquement plus avancés que le nôtre sur l'optique et qui commencent à substituer en zones denses des architectures point-à-point aux architectures historiques basées sur le PON, Free ne voit pas pourquoi il en serait autrement sur l'optique, et c'est pourquoi une telle option, si elle venait à être retenue, ne peut qu'être accessoire à une modalité d'accès basée sur la mise à disposition d'un accès passif.

En outre, comme le relève à juste titre l'Autorité dans son document de consultation, la tarification d'une offre de bitstream reste pour le moins complexe, comme en témoignent les litiges récurrents sur cette question en matière d'ADSL.

Enfin, s'il est possible d'envisager une livraison des accès au niveau du NRO sous forme de VLAN Ethernet, ce qui constitue une avancée par rapport aux offres actuelles de bitstream ADSL, une telle possibilité se heurte en pratique à plusieurs considérations d'ordre technique et opérationnel. En premier lieu, pour être viable à ce stade, cette option exclut toute possibilité pour l'opérateur tiers de proposer un autre terminal que celui de l'opérateur de l'accès, compte tenu de l'absence d'interopérabilité des équipements d'extrémité. En second lieu, une telle option impose également à l'opérateur d'accès de déployer des équipements de concentration à même de pouvoir isoler les flux en provenance d'abonnés d'opérateurs tiers pour les livrer de façon distincte sur les interfaces qui leur seraient dédiées. Or à ce jour, la disponibilité de tels équipements d'accès reste confidentielle et en tout état de cause le surcoût induit, qui au final se traduira sur les tarifs du bitstream, est loin d'être négligeable.

SYNTHESE

Q.9 : Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?

Le principe de base qui doit guider la réflexion des pouvoirs publics est que tout réseau d'accès à l'abonné, parce qu'il constitue une infrastructure essentielle, doit être mutualisé de façon suffisamment efficace pour apporter aux consommateurs un éventail de choix le plus large possible en termes d'offres innovantes et compétitives.

Le dégroupage en pied d'immeuble (option 1) ne saurait constituer pour autant une modalité de nature à répondre à cet objectif au regard des contraintes trop importantes induites aussi bien pour les opérateurs tiers que pour les gestionnaires d'immeubles concernés.

Des offres de type bitstream (option 4) apporteraient certes une avancée par rapport aux solutions actuellement proposées sur la base du bitstream ADSL, sans pour autant s'affranchir des limitations inhérentes à toute solution consistant à mutualiser entre plusieurs opérateurs aux besoins différents un débit, quelle que soit la modalité (lambda, circuit virtuel, VLAN Ethernet...).

L'option 4 identifiée par l'Autorité dans son document de consultation publique est au dégroupage d'un accès passif optique ce que le bitstream ADSL est au dégroupage de la boucle locale cuivre : un complément certes utile pour disposer d'une zone de couverture commerciale la plus étendue au possible, mais qui reste accessoire par rapport au dégroupage qui demeure le seul mode de production permettant à l'opérateur de se différencier réellement.

Dès lors, les objectifs assignés par les pouvoirs publics en termes de pénétration du très haut débit appellent des réponses appropriées de nature à garantir des conditions de déploiement suffisamment incitatives pour les opérateurs tiers – gage de maximisation de l'intensité concurrentielle – et optimales pour les gestionnaires d'immeubles – en minimisant les contraintes pour ces derniers. Sur ces bases, le dégroupage de l'accès à un niveau suffisamment pertinent du réseau, en ce sens qu'il apporte aux opérateurs une zone de desserte optimale et une possibilité de différenciation par le choix de leurs propres équipements d'extrémité apparaît comme l'offre de mutualisation la plus efficace, et qui doit à ce titre être proposée par tout opérateur engagé dans le déploiement d'un réseau d'accès à l'abonné en fibre optique.

Afin que cette modalité puisse répondre aux attentes des opérateurs accédant aussi bien au NRO qu'en pied d'immeuble, il apparaît indispensable qu'un opérateur assurant la desserte interne de l'immeuble prévoit un raccordement individuel de chaque local desservi en surnuméraire au moyen d'une paire (2 fibres) par local, le premier brin étant accessible en continuité directe au niveau du NRO, le second brin étant accessible en continuité directe au niveau du Pied d'Immeuble. Au demeurant Free observe qu'une telle approche, consistant à la desserte surnuméraire de chaque local au sein de l'immeuble, a été un mode d'exploitation privilégié par l'Administration pour la desserte interne des immeubles en cuivre car la plupart des points de terminaisons chez les abonnés en zones denses comportent deux paires dont une seule est câblée.

L'expérience du haut débit est révélatrice à cet égard : c'est parce que les opérateurs ont pu accéder à un support passif à un niveau suffisamment pertinent, évitant l'adduction individuelle et l'installation d'équipements actifs dans chaque immeuble, que l'industrialisation du dégroupage a pu être rendue possible, permettant l'essor d'offres de détail compétitives et innovantes. Une telle approche qui a fait ses preuves se doit d'être transposée sur les réseaux d'accès à l'abonné en fibre optique.

Dans l'hypothèse où l'architecture retenue par l'opérateur ne lui permettrait pas de garantir une continuité optique directe entre l'abonné et le NRO, il semble en revanche indispensable que ce dernier soit astreint à une obligation de pose de fibres surnuméraires entre chaque immeuble desservi et le NRO, ces fibres étant alors mises à dispositions des opérateurs au NRO en complément de tout autre point de mutualisation qui pourrait être proposé par l'opérateur plus en aval.

D – GRILLE D'ANALYSE

TARIFICATION

Q.10 : Estimez-vous nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès à la partie terminale des réseaux ou chaque acteur doit-il être libre de ses tarifs ? Si contrôle il y avait, quels pourraient en être les principes ? Serait-il étendu aux accords de co-investissement et sous quelle forme éventuelle ?

Un réseau physique d'accès, quel qu'il soit, constitue une infrastructure essentielle. La caractéristique d'infrastructure essentielle d'un réseau d'accès à l'abonné donne à l'opérateur un pouvoir de marché sur l'ensemble des marchés aval, dont la situation concurrentielle, déterminante pour s'assurer de l'essor des offres fibre optique, est conditionnée par l'accès des opérateurs tiers à cette infrastructure essentielle. L'opérateur ayant déployé sur une zone donnée un réseau de boucle locale optique pourrait alors être tenté d'abuser de cette position en amont

pour tenter d'évincer des marchés avals ses concurrents par le biais de subventions croisées ou de pratiques de ciseau tarifaire, et par voie de conséquence limiter l'exercice d'une concurrence effective à la fois sur les marchés de gros et sur les marchés de détail.

S'il semble à ce stade prématuré d'envisager un contrôle tarifaire strict des offres d'accès à la partie terminale des réseaux, tel qu'une obligation d'orientation vers les coûts, il apparaît en revanche indispensable de veiller à ce que les tarifs proposés par tout opérateur reconnu dominant ne soient pas excessifs pour éviter de déboucher sur une éviction des marchés de gros et de détail des opérateurs tiers.

Un tarif ne reflétant pas les coûts, mais néanmoins soumis à une obligation de non excessivité, ne pourrait contraindre la capacité des opérateurs à proposer des offres globales compétitives et ne porterait pas atteinte à l'objectif légitime de rémunération des investissements librement consentis. La notion d'excessivité d'un tarif doit notamment s'apprécier au regard de son impact concurrentiel sur l'ensemble des opérateurs, opérateur de boucle locale optique compris. Dans cette perspective, en l'absence d'obligation d'orientation vers les coûts, qui à ce stade risquerait d'entraver les déploiements prévus, les tarifs d'un opérateur efficace constitueront un élément parmi d'autres dans l'analyse du caractère excessif ou non du tarif d'accès à la partie terminale du réseau de boucle locale optique d'un opérateur.

Dans cette perspective, ce double aspect de la position concurrentielle l'opérateur déployant un réseau de boucle locale optique sur les marchés des communications électroniques pouvant se traduire par des distorsions discriminatoires sur les marchés de gros et les marchés de détail, qui pourraient être alors mises sous surveillance grâce à l'imposition d'une obligation de séparation fonctionnelle⁶ ou tout du moins comptable.

Dès lors, la combinaison de ces deux obligations – prohibition de tarif excessif, séparation fonctionnelle ou comptable – apparaît comme proportionnée aux objectifs de concurrence loyale et effective recherchés.

RECIPROCITE

Q.11 : Dans quelles limites les clauses de réciprocité vous semblent-elles devoir être acceptées pour la fourniture des accès très haut débit ?

Compte tenu des ressources conséquentes mises en œuvre par un opérateur déployant un réseau de boucle locale optique, il convient de s'assurer de la mise en place de mécanismes de nature à éviter des comportements de type « passager clandestins ».

En tout état de cause, il faudra veiller à ce que la mutualisation, pour être pleinement effective, implique un véritable accès à l'abonné final : l'opérateur souhaitant accéder à un abonné final raccordé sur le réseau de boucle locale optique d'un opérateur tiers doit proposer a minima une prestation comparable sur les accès qu'il exploite directement sans imposer de charges indues ou de sujétions particulières, telles par exemple l'obligation d'assurer le branchement terminal lorsque ce dernier n'existe pas.

E – MISE EN ŒUVRE

COLOCALISATION AU NRO

Q.12 : Les opérateurs sont invités à préciser les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adapté à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment

⁶ A cet égard, il convient de relever que le déploiement FTTH de Free fait l'objet d'une séparation fonctionnelle en étant assuré par Free Infrastructure, entité juridiquement distincte de Free

nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique ?

En premier lieu, le contexte régissant les déploiements de réseaux de boucle locale optique par les opérateurs nouveaux entrants est sensiblement différent de celui qui prévalait du temps du monopole où l'Administration, aux droits de laquelle est venue France Télécom, disposait de prérogatives de puissance publique lui permettant de s'assurer des ressources appropriées en termes de parc immobilier nécessaire à l'hébergement des infrastructures passives et actives de la boucle locale cuivre. C'est ainsi que tout au long du 20ème siècle, l'Administration a pu construire des Nœuds de Raccordement d'Abonnés (NRA) d'autant plus imposants que les équipements actifs n'avaient pas atteint le degré de miniaturisation que l'on connaît aujourd'hui avec le développements des technologies informatiques. Même si France Télécom s'est aujourd'hui majoritairement défaits des espaces libérés par le progrès technique pour ne garder que les espaces strictement nécessaires à la boucle locale, bénéficiant du statut de « Volume Protégé Juridiquement », il n'en demeure pas moins qu'elle bénéficie de fait d'une situation privilégiée par rapport aux opérateurs nouveaux entrants.

Dès lors, la raréfaction des ressources disponibles en termes de surfaces immobilières en zones denses à destination industrielles ne peut que conduire un opérateurs nouvel entrant déployant un réseau de boucle locale optique, en l'absence d'engagement ferme de la part d'autres opérateurs, à ne dimensionner les NRO que sur la base de ses propres besoins de desserte des zones concernées, majorés le cas échéant de l'espace nécessaire pour les renvois des accès vers un répartiteur mutualisé entre opérateurs tiers.

Par conséquent, s'il semble difficile, en l'absence de toute ressource (surface disponible, énergie, climatisation, accès, contraintes de voisinage...) existante le permettant, d'imposer à un opérateur de boucle locale optique en mode point-à-point une obligation d'héberger tous les équipements actifs de tous les opérateurs tiers, il apparaît en revanche indispensable, car raisonnable et proportionné, de prévoir *a minima* une obligation de prévoir l'espace nécessaire à l'hébergement d'un répartiteur de renvoi des accès desservis et des têtes de câbles optiques d'un nombre raisonnable d'opérateurs tiers.

Dans cette perspective, le dégroupage de la boucle locale cuivre constitue une source pertinente en matière de modalités opérationnelles raisonnables aussi bien pour l'opérateur de boucle locale que pour les opérateurs tiers.

HEBERGEMENT EN PIED D'IMMEUBLE

Q.13 : Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence de connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.

Il semble indispensable qu'une telle option s'accompagne d'un surdimensionnement tant des réserves techniques nécessaires pour le passage des câbles dans les parties communes entre l'adduction et l'espace dédiée à la mutualisation de la partie terminale que de l'espace dédiée en lui-même afin d'éviter toute situation de monopolisation de ces infrastructures essentielles par le premier entrant et de permettre leur accès par d'autres opérateurs.

En conséquence, il est impératif de prévoir un espace nécessaire à la pose d'un nombre de boîtiers de raccordement nécessaires à un nombre raisonnable d'opérateurs, sachant qu'il apparaît indispensable d'affecter un seul opérateur par boîtier dans la mesure où cet équipement constitue l'interface entre la partie terminale et le réseau de l'opérateur. Dès lors, compte tenu de cette contrainte, chaque boîtier doit permettre à un opérateur s'y raccordant d'atteindre chaque

occupant de l'immeuble desservi par la partie terminale : le dimensionnement doit être prévu de telle sorte qu'il constitue le « miroir » du répartiteur de départ de la colonne montante.

BRANCHEMENT

Q.14 : La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?

La solution proposée par France Télécom, qui ne comprend pas le branchement lorsqu'il n'existe pas, revient en pratique à vider de sa substance le principe essentiel de mutualisation de la partie terminale.

Elle apparaît en effet particulièrement inefficace, tant d'un point de vue opérationnel que tarifaire, dans un contexte où à l'instar des « box » ADSL les terminaux optiques seront auto-installables par les utilisateurs finals, ne nécessitant donc pas d'intervention spécifique d'un technicien au domicile de l'abonné.

Une solution efficace et raisonnable pour l'ensemble des acteurs concernés (abonnés finals, copropriétés, opérateurs de services) doit déboucher sur un réel accès à l'abonné, et non pas, dans le meilleurs des cas, au palier : il ne semble pas en effet acceptable pour les copropriétés d'avoir à gérer, quand bien même la solution proposée par France Télécom restreint le nombre de prestataires habilités à assurer cette opération, une multitude de demandes d'interventions de techniciens pour établir les branchements entre les boîtiers de palier et les abonnés finals.

En d'autres termes, une offre de mutualisation doit comporter au minimum un accès direct à l'abonné, que cet accès soit existant ou à construire. Au demeurant, Free ne comprend pas pourquoi, alors que les modes opératoires restent assez proches, France Télécom accepte de construire le branchement final d'un abonné sur la boucle locale cuivre mais n'entend pas assurer cette prestation dans le cadre de la boucle locale optique.

INFORMATIONS PREALABLES

Q.15 : Partagez-vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?

Free souscrit pleinement à l'analyse de l'Autorité sur cette question d'autant plus déterminante qu'elle conditionne le choix d'investissement d'un opérateur sur une zone donnée. Un opérateur nouvel entrant doit être en mesure d'apprécier la zone d'emprise de tout point de mutualisation (NRO / pied d'immeuble) et disposer des informations associées telles que la localisation ainsi que l'état des ressources disponibles.

Il a en effet été démontré dans d'autres domaines proches (bitstream ADSL, dégroupage, LFO, fourreaux...) que l'accès aux informations préalables était une condition essentielle au développement d'offres alternatives, en guidant les opérateurs dans leurs choix de déploiements de nature à répondre aux mieux aux attentes des abonnés finals.

Il est donc indispensable que les offres de mutualisation s'accompagnent de la fourniture d'informations préalables de façon efficace, c'est-à-dire exploitables par les opérateurs tiers.

Afin de ne pas se retrouver en pratique vidée de sa substance, une telle obligation doit être assurée par l'opérateur de boucle locale de telle manière qu'elle doit garantir un traitement non discriminatoire. Concrètement, une telle prestation doit permettre aux opérateurs de disposer d'un accès agrégé à toutes les informations pertinentes (localisation géographique du point de mutualisation, conditions d'accès, possibilités de desserte et/ou offres de raccordement associées,

environnement et conditions techniques et tarifaires d'hébergement, description des zones d'emprise et locaux accessibles) de manière directement exploitable. A cet égard, il convient d'éviter les situations auxquelles ont pu être confrontés les opérateurs tiers dans le cadre du dégroupage de la boucle locale cuivre, du bitstream ou de l'offre LFO, pour lesquelles l'accès laborieux et inefficace dans un premier temps (fourniture non agrégée, cartes papiers non mises à l'échelle...) aux informations préalables a induit des délais supplémentaires dans les déploiements des opérateurs, se traduisant in fine par des retards de commercialisation.

Idéalement, dans la mesure où ce mode opératoire a fait ses preuves dans le cadre du dégroupage de la boucle locale et du bitstream pour l'ADSL, la mise en œuvre d'une telle prestation essentielle pourrait prendre la forme d'un serveur d'éligibilité mis à disposition par l'opérateur de boucle locale optique sur une zone donnée à destination des opérateurs tiers.

F – TRAVAUX DE NORMALISATION

Q.16 : Les cinq sujets listés ci-avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?

Les déploiements de réseaux d'accès en fibre optique se caractérisent encore par une certaine hétérogénéité, contrairement aux réseaux traditionnels (RTC, câble, ADSL...) qui ont fait l'objet d'une normalisation qui a contribué à homogénéiser les technologies et connecteurs, rendant interopérables les équipements, et contribuant *in fine* à stimuler l'essor du marché.

A ce stade aucune normalisation n'existe sur les caractéristiques des fibres et connecteurs, sur le mode d'identification des locaux desservis, sur le mode d'identification des points de mutualisation. En outre, tout reste à créer en matière de spécifications de systèmes d'informations nécessaires à la fourniture d'informations préalables et au traitement des commandes de livraison d'accès et SAV associé, qui implique par exemple une identification univoque des points de terminaison et de mutualisation. Un certain effort de normalisation est donc nécessaire sur ces sujets.

Pour ce qui est de l'identification des locaux desservis, si les référentiels EDF ou fiscaux apparaissent nettement plus fiables que le système initialement en vigueur pour l'identification des locaux à desservir par les opérateurs, les travaux menés par l'IGN en la matière apportent une réponse pertinente à cette question essentielle d'un référentiel unique pour l'identification des locaux en ce sens qu'il aborde les dimensions horizontales mais également verticales des locaux à desservir.

A ce titre, Free souscrit pleinement à la proposition de l'Autorité visant à constituer un groupe de travail sous son égide afin de spécifier en associant les opérateurs mutualisation leurs fibres les processus essentiels de commandes et d'interconnexion des systèmes d'information.

G – CADRE JURIDIQUE

Q.17 : Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?

S'il semble souhaitable que les offres de mutualisation, en ce sens qu'elles proposent un accès à une infrastructure essentielle d'accès à l'abonné, fassent l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics, toute forme de régulation « contraignante » apparaît à ce stade comme prématurée, et pour le moins contre-productive, dès lors qu'elle ne concernerait pas un opérateur ayant été reconnu comme dominant.

H – ANNEXE 1

Q.18 : Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société France Télécom, en termes de principes généraux ou de conditions de mise en œuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Dans son état actuel, l'offre de France Télécom revient à vider de sa substance le principe de mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale optiques en imposant aux opérateurs qui souhaiteraient y accéder des contraintes excessives. Le flou entretenu sur des modalités essentielles ne peut que renforcer le caractère virtuel d'une telle offre qui n'est donc pas une véritable offre d'accès.

En premier lieu, en se bornant qu'au seul pied d'immeuble sans proposer un accès au niveau du NRO, l'offre de France Télécom revient en pratique à exclure tout opérateur ne disposant pas de ressources établies de génie civil lui permettant d'adducter chaque immeuble.

Alors qu'il est établi que la disponibilité des ressources d'adduction est très limitée, l'offre de France Télécom ne comporte aucune garantie en ce sens. En outre, le choix de la connectique (AC/APC) au niveau du PRI n'apparaît pas très optimal dans un contexte de déploiement de masse.

Par ailleurs, l'offre de France Télécom ne répond nullement aux attentes légitimes des gestionnaires immobiliers en ce sens qu'elle induit nécessairement des interventions répétitives de plusieurs acteurs dans les parties communes. Aussi bien au niveau de l'espace hébergeant le PRI à l'occasion de chaque opération de jarretiérage nécessaire qu'au niveau de chaque palier dans la mesure où la prestation de mutualisation proposée par France Télécom se borne au palier lorsque le branchement final est inexistant, laissant aux opérateurs, qui ne disposent pas d'un droit d'accès aux parties communes contrairement à France Télécom, le soin d'assurer cette prestation.

Alors que France Télécom réalise la prestation du branchement final lorsqu'il est à construire en matière d'accès à établir sur la boucle locale cuivre, cette carence dans l'offre de mutualisation proposée par France Télécom impose des charges excessives aux opérateurs entrants et des nuisances inutiles pour les gestionnaires d'immeubles.

Et ce d'autant plus que les conditions de réalisation de cette prestation essentielle de branchement restent à ce stade pour le moins opaques : l'offre de France Télécom n'apporte aucune visibilité sur les modalités tant opérationnelles que tarifaires d'une telle prestation. En outre, un tel mode opératoire imposé par France Télécom n'est pas sans soulever de profondes interrogations quant aux conditions de propriété du branchement ainsi établi et de responsabilité qui en découlent, notamment dans une perspective de succession d'habitants et/ou d'opérateurs.

Par ailleurs, l'offre de France Télécom ne fournit aucun élément probant sur des paramètres aussi essentiels que la tarification des prestations qu'elle entend assurer et les modalités de SAV des accès ainsi mutualisés.

Sur la base de tous ces éléments, l'offre de France Télécom ne saurait être considérée comme une véritable offre d'accès à l'abonné dans la mesure où elle rend inopérant le concept même de mutualisation de la partie terminale d'un réseau puisqu'elle ne garantit nullement un accès direct à l'abonné.

Tant au niveau des principes généraux que des conditions de mise en œuvre, France Télécom n'apporte aucune garantie de nature à répondre efficacement aux attentes légitimes des pouvoirs publics – qui souhaitent que les clients finals ne se retrouvent nullement captifs de leur opérateur de raccordement – des gestionnaires immobiliers – qui souhaitent un réseau réellement mutualisé



de nature à minimiser le nombre d'interventions dans l'immeuble – et des opérateurs tiers – qui souhaitent accéder à la partie terminale à un niveau suffisamment pertinent.

Dans l'état, ne serait-ce que sur le seul volet opérationnel, une telle offre n'est pas utilisable par Free et les opérateurs tiers en ce sens qu'elle n'est pas adaptée aux besoins des acteurs intéressés (abonnés finals, gestionnaires immobiliers, collectivités locales, opérateurs...) dans un contexte de déploiement massif d'accès optiques à l'abonné.

Outre l'aspect tarifaire, pour répondre efficacement aux attentes légitimes des opérateurs et gestionnaires immobiliers, l'offre de France Télécom doit être amendée pour :

- garantir un accès effectif à l'ensemble des résidents d'un immeuble, impliquant donc que France Télécom assure le branchement final lorsque ce dernier est à construire ;
- proposer un accès au NRO ainsi qu'une continuité optique entre l'immeuble et le NRO, le cas échéant au moyen de pose de fibres surnuméraires ;
- proposer une ingénierie de desserte de chaque local de l'immeuble au moyen d'une paire de fibre ;
- intégrer l'adduction de l'immeuble lorsque les ressources existantes le permettent ;
- garantir dans le cas du pied d'immeuble la possibilité d'accéder à l'ensemble des liaisons desservies au moyen de dispositifs appropriés (boîtiers de renvoi, connectique...) ;
- préciser les modalités de traitement des commandes d'accès et de relève des dérangements.

J – ANNEXE 2

Q.20 : Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société Neuf Cegetel, en termes de principes généraux ou de conditions de mise en œuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Neuf semble faire preuve de meilleure volonté que France Télécom et expose quelques pistes intéressantes, notamment en matière de co-investissement.